

Agriculteurs : le retour à la ferme, avec rien...

écrit par Gilles La Carbona | 10 février 2024



La fin des barrages semble actée, avec elle la poursuite de la descente vers les enfers, faute d'avoir obtenu ce qui était essentiel pour que la paysannerie française puisse vivre dignement de son activité. Entre désillusion et rancœur d'un côté, satisfaction de l'autre, l'issue laisse un goût d'inachevé, une amertume qui pèse dans tous les esprits. Peut-on avancer que dans le conflit entre paysans et gouvernement, personne n'a gagné ? Assertion osée, d'autant que tout rentre dans l'ordre, donnant l'impression que les concessions d'Attal ont eu raison de la grogne. Le croire et s'en gausser serait une vanité de plus, car rien n'est réglé, loin de là. La dissonance cognitive de nos gouvernants transforme en triomphe une fuite en avant. Ils ne parviennent plus à relier la réalité aux sources d'un problème, le voudraient-ils qu'il leur serait interdit de le faire, puisque tout leur discours est construit autour d'une idéologie excluant le doute ou l'erreur. Nous arrivons dans nos sociétés à retrouver un semblant d'harmonie, sans traiter le fond d'un dossier, par manipulations et combines, masquant la vérité, au point de se laisser bernier par ses propres illusions.

Nous avons d'un côté un gouvernement et une FNSEA, contents d'avoir atteint l'objectif d'un retour à la normale. L'un en ayant sorti son carnet de chèques, que vient de fustiger Le Maire, comme étant une erreur, car plombant un peu plus un déficit abyssal. Rappelant, histoire de tempérer les ardeurs, que ces promesses seraient compliquées à mettre en œuvre. **Le terme est suffisamment éloquent pour comprendre que rien n'est garanti. Pour une fois, on ne peut lui donner tort, simplement lui demander pourquoi il ne blâme pas les neuf milliards qu'il va falloir donner à l'Ukraine,** pour que la mort de civils innocents se poursuive, comme ce dimanche avec le bombardement par deux missiles Scalp, d'un immeuble d'habitation, faisant 28 morts, dont un enfant. Les valeurs de paix de l'Europe sont effectivement sacrées. Nous le disions, une subvention c'est du déficit en plus. La

coordination paysanne le dénonçait également : des aides ne régleront rien. L'absence de manœuvre réelle, comme nous l'écrivions il y a quelques jours, conduit ce gouvernement à n'aborder le sujet qu'à travers le seul prisme dont il dispose, l'allocation, assortie de quelques annonces qu'il sait impossible à mettre en œuvre. **Ce problème ne peut se résoudre à long terme qu'avec une réponse politique, mais les européistes ne peuvent envisager une telle solution, sans briser le rêve de suppression des Nations qu'ils poursuivent avec frénésie.** Ainsi que la dépendance alimentaire de l'Europe aux grands groupes agro-alimentaires internationaux. La FNSEA, contente d'avoir montré sa fidélité à Macron, lui prouvant par ses trahisons successives, qu'il pouvait encore compter sur ce syndicat félon pour tuer la paysannerie, a reçu l'obole qu'elle cherchait.

Prenons les paris, il ne serait pas étonnant de constater que les aides aillent en priorité vers les « bons adhérents ». L'image la plus tristement symbolique demeurera celle où Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, fait face à Sébastien Béraud, agriculteur motivé pour continuer la lutte et représentant cette base non syndiquée qui trime. Il apparaît suffisant, un brin hautain, dans la posture du technocrate rompu aux manipulations avec le pouvoir, expliquant que les 150 millions supplémentaires promis vont tout changer. **Il reste évasif bien entendu sur la concurrence déloyale venue des accords commerciaux du Mercosur, ou de Nouvelle-Zélande, qui ne manquera pas de frapper les paysans les plus faibles et contre laquelle personne ne pourra s'opposer en l'état, ou l'obligation d'augmenter les jachères, dont l'effet premier sera une perte mathématique de revenus.** Mais il s'en fout, il a récolté ce qu'il voulait : des aides. Jusqu'à quand ? Transformé en mendiant en col blanc, il n'aura d'autre choix, une fois qu'elles auront été consommées, que de retendre la main pour continuer à vivre, c'est-à-dire de

renvoyer dos à dos demandeurs et donateurs, se servant de la masse pour obtenir ce qu'il souhaite, sans se soucier de la viabilité réelle des exploitations.

Monsieur Béraud l'a compris, le démontre avec sa fougue, sa détermination, mais surtout son bon sens paysan. Mais il est seul, car c'est la FNSEA qui dirige tout, puisqu'elle est majoritaire dans les urnes, même si ses élus le sont avec un taux d'abstention toujours plus important. Voilà le piège mis à jour, dénoncer un système en refusant de voter conduit inexorablement à la domination des minorités élues sur les foules passives. Le premier enseignement est bien celui-ci. Aux prochaines élections, il devra encourager ses amis à aller voter, le changement commencera par une redistribution des cartes de pouvoir. Face à ces autorités, nous avons les contestataires, déterminés et floués, seuls contre tous, abandonnés par une population apathique, plus prompte à se rassembler pour soutenir un élève chanteur, qu'une profession qui les nourrit mais qui se meurt.

Quant à ceux qui auraient bien été partants pour montrer leur solidarité, l'absence de coordination a eu raison de leur élan. Toujours en face, des syndicats, dont on a déjà cartographié les faiblesses et collusions, et des Forces de l'ordre, empêchant tout. L'anachronisme de leur position mériterait une étude plus approfondie, ne serait ce que pour comprendre comment on peut se dire gardien d'une nation, d'une République, tout en favorisant par l'obéissance, la disparition programmée de ce pour quoi on prétend vouer sa mission. L'allégeance peut-elle tout justifier ? Autre débat qui devrait en priorité agiter les consciences des intéressés.

Pendant que nos agriculteurs rentrent dans leur ferme sans avoir rien obtenu de viable, le reste de l'Europe paysanne continue de se soulever. Les floués seront-ils seuls une fois de plus à regarder ce qui se passe ailleurs, ou vont-ils coordonner leurs mouvements pour en faire un plus vaste,

regroupant tous les paysans des pays en colères, pour cibler autrement le pouvoir à faire tomber, afin de récupérer la souveraineté nationale qui semble bien réunir les luttes, au lieu de les diviser, comme on l'a trop entendu. **Qu'on ne se leurre pas, les tracteurs reviendront, c'est inévitable.**

L'argent distribué ne peut constituer une réponse quand il s'agit de retrouver des structures et des stratégies, à la fois commerciales et politiques, qui prennent en considération, non des intérêts des lobbies étrangers, mais ceux des acteurs nationaux. En attendant, les frustrations s'empilent, les paupérisations s'amplifient et les taxes se multiplient, en même temps que la dette augmente. Combien de temps cela peut-il durer ? Qui comptabilise les conflits sociaux que la macronie et l'Europe génèrent depuis presque sept ans ? La France est en état de soulèvement permanent, il ne se passe pas une année sans que la rue gronde. Les Gilets Jaunes, le pass sanitaire, les infirmières, les banlieues, les retraites, le 49.3 qui a suivi, la loi immigration, les agriculteurs... est-ce là l'image d'une saine démocratie ?

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire